

POLITIQUE

Partis

SALE TEMPS POUR LES MILITANTS

C'est le phénomène cévenol : par gros temps électoral, les fleuves d'adhérents viennent grossir les rangs des partis politiques. Entre deux orages, on revient à l'étiage. Mais le climat change : les effectifs fondent comme l'Everest au soleil. Et surtout au PS gardois, l'ours blanc de la bande...

"Sur la lancée de la primaire, en 2006 on comptait trois mille adhérents dans le Gard. On est tombé à 500". La chute d'adhésions n'est peut-être pas aussi vertigineuse que le prétend ce pont de Parti socialiste - Jean Denat, lui, patron de la fédé gardoise, assure que le PS est passé de 2 000 à 850 adhérents - mais elle est bien réelle. Et plus forte qu'au plan national où l'érosion est déjà forte. Localement, les explications sont assez évidentes : une série "d'affaires" à la fédération sur un détournement d'argent des

cotisations par une secrétaire, des accusations de "petite escroquerie" du trésorier (condamné en diffamation depuis) envers le patron de la fédé, le tout ayant conduit à une mise sous tutelle par Paris. Puis des municipales catastrophiques où la gauche nîmoise, désunie, a fini par ne même pas pouvoir déposer une liste commune au second tour... Bref, un sale climat, assombri par une série d'affaires et de désillusions au plan national. Les ministres Cahuzac et Thévenoud, qui bidouillent leur déclaration fiscale ou planquent de l'argent et le

PS "qui gouverne donc déçoit", analyse Emmanuel Négrier, professeur de sciences politiques à l'université Montpellier 1.

Surtout quand il navigue entre "social-libéral" et "social-démocratie", un coup contre les 35h ou le code du travail, un coup pour la baisse des impôts et le mariage pour tous...

"Un phénomène qu'a aussi connu l'UMP quand Nicolas Sarkozy était président", note le politologue. Selon le principe des vases communicants, le désamour pour Sarko avait alors fait gonfler les adhésions au PS qui, le vent en poupe pour les élections locales, avait attiré la foule de "militants" intéressés, très intéressés... pour être élus.

L'hémorragie

Sur la durée, le phénomène de "dés-adhésion" est constant : "Sur trente ans, l'hémorragie touche tous les partis, estime Emmanuel Négrier. Dans les années 70, le PC revendiquait un million d'adhérents (ils ne seraient plus que 70 000). On peut nuancer pour les Verts qui avaient gagné des adhérents avant de s'effriter et pour le Front national qui n'a jamais fait le plein d'adhérents", même s'il revendique le doublement d'adhésions (83 000) depuis 2012... "Les partis ont beaucoup de mal à tenir les

adhérents dans la durée, car ils ne sont pas habitués aux joutes et aux rites politiques. Ils ne s'ouvrent pas aux nouveaux militants. Chez les Verts ou à l'UDI, ils sont parfois perçus comme une menace par les permanents du mouvement et donc mal accueillis..."

"Hors partis"

Au PS, et à gauche en général où la contestation fait partie de l'ADN, "la fracture est encore plus nette entre dirigeants et militants qui doivent assumer un discours sur la modernisation du pays, notamment dans notre région où la crise est forte".

Cette chute militante est pourtant paradoxale car les partis sont au centre de notre système politique. Philippe Saurel, le maire de Montpellier et candidat à la présidence de la Région, a fait campagne sur ce "hors parti" ... dont il est pourtant issu. "La France connaît un déclin de la vie partisane avec l'accroissement irrésistible de l'individualisation. Mais quand on fait des études sur les gens et leur vision du monde, autrement dit de la politique, poursuit Emmanuel Négrier, on voit qu'ils plébiscitent l'engagement au profit de l'intérêt général, par exemple en militant dans une association. Une autre façon de faire de la politique en échappant aux partis." — François Wiart

Emmanuel Négrier, politologue à l'université de Montpellier.



ADHÉSIONS : DES CHIFFRES ET DES PINCETTES

Si l'on en croit la presse nationale, le hit parade des partis serait le suivant : en premier le Parti des républicains avec 179 000 adhérents, en chute de quelque trois mille adhérents alors que Nicolas Sarkozy, selon Le Figaro, visait 300 000 militants fin 2015 et même 500 000 fin 2017. Le PS, lui, aurait perdu 25 000 adhérents en deux ans, selon Europe 1 en juin 2014. Mais il en compterait encore 160 000. Le Front national revendique 83 000 adhérents, le double (affirme ce parti) qu'en 2012. Suivent le Parti communiste (70 000), les centristes de l'UDI (27 300), les radicaux de gauche (70 000), le Parti de gauche de Mélenchon (9 000) et enfin les Verts (entre 5 000 et 10 000). Seul hic de ce beau hit-parade : ces chiffres sont tout simplement invérifiables et invérifiés.